HAL
open science

Relire Lin Yifu : L'Afrique et le modèle chinois d'émergence

Thierry Pairault

To cite this version:

Thierry Pairault. Relire Lin Yifu : L'Afrique et le modèle chinois d'émergence . XXXIVe Journées du développement de l'Association Tiers-Monde, May 2018, Grenoble, France. halshs-01799897

HAL Id: halshs-01799897

https://shs.hal.science/halshs-01799897

Submitted on 25 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

XXXIVE JOURNÉES DU DÉVELOPPEMENT DE L'ASSOCIATION TIERS-MONDE

L'ÉMERGENCE EN QUESTION
MARQUEURS ET DYNAMIQUES DU DÉVELOPPEMENT

CREG UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES
30-31 MAI & 1ER JUIN 2018

Relire Lin Yifu :
L'Afrique et le modèle chinois d'émergence

Thierry Pairault (CNRS / EHESS)
pairault@ehess.fr

On ne développe pas, on se développe.
Joseph Ki-Zerbo

1. ÉMERGENCE AVEZ-VOUS DIT ?

Les deux caractères *xinxing* ont été retenus pour signifier l'émergence ; ainsi il y aura des *xinxing shichang* (marchés émergents), des *xinxing jingjiti* (économies émergentes) ou des *xinxing guojia* (puissances émergentes) selon le point de vue auquel se place le locuteur. Il est sans doute significatif que ce soit le même couple de caractères qui ait été antérieurement choisi dans les années 1970 pour désigner les pays nouvellement industrialisés[1], *xinxing gongyehua guojia*. Là où les mots en français comme en anglais semblent opérer une distinction, le chinois l'efface et qualifie littéralement tous ces pays, économies ou marchés de « nouvellement (*xin*) prospères (*xing*) » et, indirectement, suggère que cette prospérité est forcément liée à une industrialisation. Toutefois, aucun critère objectif n'est universellement adopté pour mesurer le degré de prospérité ou de développement, partant pour justifier que tel pays, économie ou marché méritent ou non d'être qualifiés d'« émergents »[2]. De fait, il apparaît que l'approche strictement économique et donc que la notion de développement deviennent secondaires par rapport aux considérations (géo-)politiques puisque c'est de BRIC[3] ou de BRICS[4], de VISTA[5], de Next Eleven[6], de BASIC[7], de CIVETS[8]… dont on parlera le plus souvent – pour ne reprendre que les acronymes cités par les auteurs chinois que nous avons lus[9].

Jean-Jacques Gabas et Bruno Losch se demandent si le discours sur l'émergence ne serait pas d'abord un discours occidentalo-centré dans lequel « l'évolution suivie par les pays dits aujourd'hui 'développés' servirait de mètre étalon à l'aune de laquelle les changements des

---

1 Il s'agissait alors de Hong Kong, de la Corée du Sud, de Singapour et de Taiwan.

2 Julien Vercueil établit une liste de critères qui malgré leur intérêt substantifique laissent une large place à une interprétation personnelle possiblement tributaire de la finalité de la recherche (voir *Émergences Économiques : Généalogie et Définitions*, 2011, f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/2039/files/2014/11/Emergences-ge%CC%81ne%CC%81alogie-et-de%CC%81finitions.pdf .

3 Brésil, Inde, Russie, Chine.

4 Les précédents plus l'Afrique du Sud (« S » pour South Africa)

5 Vietnam, Indonésie, Afrique du Sud, Turquie, Argentine.

6 Bangladesh, Corée du Sud, Égypte, Indonésie, Iran, Mexique, Nigéria, Pakistan, Philippines, Turquie, Vietnam.

7 Brésil, Afrique du Sud, Inde, Chine (groupe désigné aussi par l'acronyme BSIC).

8 Colombie, Indonésie, Vietnam, Égypte, Turquie, Afrique du Sud.

9 *Inter alia*, Li Yuanxu, « Lun dui xinxing shichang de yanjiu fangxiang » [Orientations de la recherche sur les marchés émergents], *Caijing yanjiu* [Recherches économiques et financières], 26(12), 2000, p. 21-25 ; Zhou Xinyu, « 'Xinxing guojia' yanjiu xiangguan gainian bianxi ji qi lilun qishi » [À propos des 'puissance émergentes' : pertinences des concepts et implications théoriques], *Guoji luntan* [Forum international], 15(2), 2013, p. 67-72, Tang Huicheng et You zhong, « Xinxing guojia: Gainian yanbian ji weilai zhanwang » [Puissances émergentes : évolution des concepts et perspectives d'avenir], *Dangdai shijie shehui zhuyi wenti* [Problèmes actuels du socialisme mondial], n° 126, 2015/4, p. 23-36.

économies et des sociétés humaines seraient jaugés »[10]. Sans récuser cette analyse, les auteurs chinois se servent du concept d'émergence pour affirmer que l'essor des « émergents » prouverait que les voies du développement seraient multiples – *duoyuanhua –,* c'est-à-dire ne seraient pas nécessairement « occidentales »[11]. Nous mettons ce dernier mot entre guillemets, car il est ambigu. L'académisme universitaire chinois distingue les sciences économiques « occidentales » des « marxistes » ; faut-il en conclure que l'actuel modèle chinois serait « marxiste » alors qu'il nous paraîtrait être davantage une acclimatation en Chine – « à caractéristiques chinoises » – des théories néo-libérales dominantes – donc « occidentales » – que louange l'économiste Lin Yifu ? Ou bien devons-nous inférer qu'il s'agirait juste d'une posture légitimant que la Chine puisse inciter les pays africains à adopter le modèle chinois (*Zhongguo moshi*), à emprunter la voie chinoise (*Zhongguo daolu*), à suivre l'expérience chinoise (*Zhongguo jingyan*)… moins pour qu'ils se développent, s'industrialisent, bref émergent que, selon les mots de Liu Hongwu, pour « la promotion et l'amélioration de l'image mondiale de la Chine et de son influence »[12] ?

2. Le modèle chinois et l'émergence de l'Afrique

Une des figures qui a inspiré la réflexion des chercheurs chinois sur une transposition réfléchie du modèle de développement de leur pays aux pays africains est bien entendu celle de Samir Amin – économiste, marxiste et, de surcroît, d'origine africaine (Égypte). Consultons la base de données bibliographiques du China National Knowledge Infrastructure (CNKI) qui est le plus important agrégateur et dispensateur chinois de ressources scientifiques numérisées en ligne offrant, entre autres, un accès à plus de dix mille revues scientifiques chinoises et près de soixante millions d'articles que ces revues ont publiés de 1951 à aujourd'hui[13]. Les premiers textes de Samir Amin numérisés qui apparaissent dans cette base remontent à la livraison de juin 1978 de la revue *Waiguo shuehui kexue* [Sciences sociales à l'étranger] qui publie la traduction en chinois d'un dossier consacré à cet auteur paru en 1976 dans le numéro 39-40 de la revue *L'homme et la société*. Le dossier original est composé de deux textes de Samir Amin et d'une critique – rédigée par des africanistes de l'Académie des Sciences de Moscou de son article « Accumulation and Development : a

[10] Jean-Jacques Gabas et Bruno Losch, « La fabrique en trompe-l'œil de l'émergence », *in* Christophe Jaffrelot (sous la dir. de), *L'enjeu mondial. Les pays émergents,* Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 25.

[11] *Inter alia*, Xia Anling, Tang Hui et Liu Lian, « Xinxing guojia de jueqi yu guoji geju de bianhua » [L'essor des pays émergents et l'évolution de la situation internationale], *Jiaoxue yu yanjiu* [Didactique et recherche], 2015/5, p. 66-71 ; cet article a été repris par la revue du parti communiste chinois *Qiu shi* [Juste les faits] sur son site à www.qstheory.cn/gj/gjsdfx/201206/t20120625_165763.htm.

[12] Liu Hongwu, « La Chine et le développement de l'Afrique » in Thierry Pairault et Fatiha Talahite (sous la dir. de), *Chine-Algérie : Une relation singulière en Afrique*, Paris, Riveneuve éditions, p. 230. Liu Hongwu est le directeur de l'Institut d'études africaines de l'Université normale du Zhejiang.

[13] Adresse électronique : www.cnki.net ; statistiques à la mi-juillet 2017 accessibles sur la page d'accueil.

Theoretical Model »[14]. La revue chinoise donne aussi une traduction de « Self-Reliance and the New International Economic Order » paru dans la troisième livraison de 1977 de la *Monthly Review* et l'accompagne du commentaire que Muto Ichiyo – un militant pacifiste japonais fondateur de l'Asian Peace Alliance – avait publié dans une revue japonaise[15]. Ces dates sont remarquables. Le dossier a été publié alors que Samir Amin était le directeur de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) fondé par l'ONU à Dakar et six mois avant que la tenue du 6e plénum du Comité central du Parti communiste chinois qui entérina le lancement des réformes soutenues par Deng Xiaoping. C'est une époque où le rédacteur en chef met en garde ses lecteurs : il souligne que si Samir Amin dit adopter un « point de vue maoïste » (*Mao[zhuxi] de guannian*) qui est celui d'un « marxisme vivant » (*huo de makesizhuyi*), que si sa compréhension de la théorie des trois mondes de Mao Zedong est encore imparfaite, néanmoins la lecture ses travaux peut nourrir la réflexion des chercheurs chinois combattant le social-impérialisme de l'Union soviétique – en même temps que l'impérialisme américain[16].

Au-delà d'une controverse initiale interne au camp socialiste, l'économiste égyptien instigue aussi une réflexion sur l'Afrique et sur le « modèle occidental », partant contribue indirectement à la construction d'une nouvelle image de la Chine. Si un africaniste comme Li Jidong semble épouser les thèses développées dans *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*[17], d'autres auteurs sont plus critiques[18]. Ainsi Wu Yuanhua et Li Juan vont l'une et l'autre s'attacher à montrer que, contrairement à ce qu'affirme Samir Amin, la voie empruntée par la Chine n'instaurerait pas un capitalisme d'État – dont la traduction est en chinois édulcorée en « capitalisme social d'État » (*guojia shehui ziben zhuyi*)[19] –, cette réhabilitation étant indispensable si la Chine veut ne pas être suspectée de colonialisme par les pays africains puisque seuls les pays capitalistes seraient

---

[14] Samir Amin, « Accumulation and Development: a Theoretical Model », *Review of African Political Economy*, n° 1, 1974, p. 9-26。

[15] Les textes originaux peuvent être consultés pour ceux en français à www.persee.fr/issue/homso_0018-4306_1976_num_39_1 et pour celui en anglais à dx.doi.org/10.14452/MR-029-03-1977-07_1 ; les traductions peuvent être consultées à www.nssd.org/journal/cn/81711X/197803. En revanche, nous n'avons pu accéder à la revue japonaise (*Tenbō* [Perspectives]).

[16] « Guanyu dangdai shijie zhuyao maodun wenti – Aiji jingji xuejia Sami'er Aming yu Sulian xuezhe di lunzhan » [À propos de la principale contradiction du monde contemporain : la querelle entre Samir Amin et des chercheurs soviétiques], *Waiguo shuehui kexue*, n° 3, 1978, p. 44-46.

[17] Publié initialement aux Édition de Minuit en 1973, il a été traduit et publié en Chine en 1990 aux Presses commerciales.

[18] Li Jidong, « Chi fazhan xiaoying yu Feizhou xiandaihua de yanwu » [Le effets du développement tardif et le retard de la modernisation africaine], *Xiya Feizhou* [Asie occidentale et Afrique], 1994/1, p. 66-71.

[19] Wu Yuanhua, « Chuanyue lishi shikong de Zhongguo moshi – Sami'er Aming de Zhongguo moshi lun bianxi » [Le modèle chinois à travers l'histoire : à propos du modèle chinois de Sami Amin], *Huaqiao daxue xuebao (zhexue shehui kexue ban)* [Revue de l'Université des Chinois outre-mer (SHS)], 2016/1, p. 34-40 ; Wu yuanhua et Li juan, « Dangdai Zhongguo shichang jingji de san zhong jiedu » [Trois interprétations de l'économie de marché chinoise], *Xinjiang daxue xuebao (zhexue renwen shehui kexue ban)* [Revue de l'Université du Xinjiang (SHS)], 44(3), 2016, p. 1-6.

susceptibles de tels actes[20]. Yao Guomei s'oppose quant à elle à la thèse qui voudrait que le sous-développement soit uniquement dû à des facteurs extérieurs[21], opinion que soutient He Wenping qui elle souligne que l'idée d'un « découplage » (*tuogou*) lui semble inconcevable dans une économie mondialisée[22]. Ces deux chercheuses de l'Institut de recherches sur l'Asie occidentale et l'Afrique[23] veulent démontrer que si les pays africains se détournaient de l'Occident, ils doivent s'ouvrir à la Chine qui, par nature, ne chercherait pas à les coloniser, mais seulement à commercer au grand profit de leur développement.

Pour les auteurs que nous avons lus (avant tout des africanistes[24]), l'idée d'un « modèle de développement » est avant tout politique puisqu'il s'agit d'enseigner que le succès de la Chine repose sur un modèle qui s'opposerait à l'occidental – celui des anciens colonisateurs – et que ce nouveau modèle révolutionnera le monde. Zhou Hong affirme que « [l]e terme 'modèle' a deux significations, l'un rappelle le caractère spécifique de la voie de développement, l'autre fait référence à son exportabilité et sa transférabilité. […] Le succès de la voie chinoise transformera les règles internationales et le concept de développement global »[25]. Aussi tous les auteurs analysés se contentent-ils de constater l'émergence de la Chine, de l'affirmer par des déclamations souvent idéologiques ou politiques, mais restent muets sur les circonstances qui fondent véritablement ce succès. Ainsi He Wenping, après avoir posé que « ces trente dernières années, le gouvernement chinois avait défini et appliqué toute une série d'excellentes dispositions et de mesures politiques », énonce sans les contextualiser un certain nombre de dispositifs comme les zones économiques spéciales, les exportations, la baisse de la natalité…[26]. Dans ce dernier cas, est-ce bien une victoire

---

[20] C'est la thèse développée en 1916 par Lénine dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp.htm) qui inspire les définitions des diction–naires chinois : « À toutes les étapes du développement du capitalisme, la politique agressive des grands pays capitaliste est d'opprimer, d'asservir et exploiter les pays en développement et d'en faire leurs colonies ou leurs semi-colonies » (cidian.wenku1.com/%E6%AE%96%E6%B0%91%E4%B8%BB%E4%B9 %89).

[21] Yao Guomei, « Feizhou jingji fazhan de lilun yu fansi Aming de yifu lun » [La théorie du développement de l'économie africaine : repenser la théorie de la dépendance de Amin], *Xiya Feizhou* [Asie occidentale et Afrique], 2014/6, p. 96-109.

[22] He Wenping, « Cong quanqiuhua shijiao kan Feizhou » [Regarder l'Afrique sous l'angle de la mondialisation], *Xiya Feizhou* [Asie occidentale et Afrique], 2000/6, p. 41-45.

[23] En anglais : Institute of West-Asian and African Studies (IWAAS). Cet institut dépend de l'Académie des sciences sociales de Chine. Samir Amin y a fait des conférences à de nombreuses reprises depuis 1980.

[24] Dans ce passage nous avons utilisé des matériaux rassemblés par Martina Bassan que nous remercions très vivement de sa confiance et de son aide. En revanche, nous assumons seul la responsabilité de leur interprétation et des conclusions que nous pouvons en tirer.

[25] Zhou Hong, « Quanqiuhua beijing xia 'Zhongguo daolu' de shijie yiyi » [La signification mondiale de la 'voie chinoise' dans le contexte de la mondialisation], *Zhongguo shehui kexue* [Sciences sociales], 2009/5, p. 37-45. Voir aussi Zhan Zhenrong et Zhou Zhiwan, « 'Zhongguo moshi' haishi 'Zhongguo daolu' – guanyu jinnian lai Zhongguo daolu wenti yanjiu zongshu » ['Modèle chinois' ou 'voie chinoise' : Aperçu sur les recherches de ces dernières années sur la voie chinoise], *Lilun yu yanjiu* [Théorie et recherche], 2013/3, p. 3238 ; An Chunying, « Zhongguo fazhan jingyan dui Feizhou guojia jingji fazhan de qishi » [Les leçons de l'expérience chinoise de développement pour le développement économique de l'Afrique], *Shanghai shifan daxue xuebao (zhexue shehui kexue ban)* [Revue de l'Université normale de Shanghai (SHS)], 45(2), 2016, p. 108-117.

[26] He Wenping, « Cong 'yuanzhu youxiao xing' dao 'fazhan youxiao xing' : Yuanzhu linian de yanbian ji Zhongguo jingyan de zuoyong » [De 'l'efficacité de l'aide' à 'l'efficacité du développement' : L'évolution du

dont il faille se vanter quand on sait les procédés mis en œuvre (avortements forcés, gynécides infantiles…) tant et si bien que le résultat aujourd'hui est un vieillissement précoce de la population et surtout une élévation du coût de la main-d'œuvre que la Chine risque de devoir payer en exportant ses capacités de production. Cette performance sociale et démographique, que les pays africains ne peuvent envisager d'émuler, montre à l'envi que les résultats s'expliquent par le contexte et que la transférabilité de la stratégie chinoise d'émergence à un pays donné est conjecturale. Aussi, pour le proposer en exemple, convient-il de mieux expliciter les ressorts du modèle chinois – ce que précisément l'économiste Lin Yifu tente.

3. Lin Yifu à la Banque mondiale

Assez étonnamment de prime abord, un des piliers du consensus de Washington, la Banque mondiale, choisit de nommer en 2008 au poste d'économiste en chef l'un des critiques – certes fort modéré – de sa politique, Lin Yifu (Justin Lin). De ce dernier, on sait qu'il est naît en 1952 sur l'île de Taiwan où il entremêle à partir de 1971 des études et une carrière militaire qui lui valent d'obtenir la protection de Chiang Ching-kuo – le fils héritier de Tchang Kaï-chek – qui est nommé Premier ministre (1972-1978) puis Président de la république de 1978 à sa mort en 1988. En 1979, alors qu'il était capitaine en poste à Kinmen, Lin Yifu quitte à la nage la Chine nationaliste post-Tchang Kaï-chek pour la Chine communiste post-Mao Zedong éloignée de deux kilomètres. Les circonstances exactes et les raisons précises de son départ sont mal connues. Ce départ sera qualifié vingt ans plus tard de défection alors que Lin Yifu à Pékin avait repris au vu et au su de tous des études d'économie grâce auxquelles il peut rencontrer en 1980 Theodore Schultz – désigné en 1979 prix « Nobel » d'économie – qui lui obtient une bourse pour entreprendre sous sa direction une thèse de doctorat à Chicago où sa femme et ses deux enfants le rejoignent depuis Taiwan. Après avoir soutenu sa thèse et fait un séjour comme professeur invité à Yale, Lin Yifu rentre en Chine continentale en 1987 où il est nommé maître de conférences à l'université de Pékin et directeur adjoint d'une équipe de recherche du Centre national de recherche sur le développement rural dépendant directement du gouvernement chinois. Dès lors, sa carrière est toute tracée et se déroule avec des succès incontestables le menant, entre autres, de juin 2008 à juin 2012 aux postes d'économiste en chef et de vice-président senior de la Banque mondiale[27].

---

concept d'aide et l'utilité de l'expérience chinoise], *Xiya Feizhou* [Asie occidentale et Afrique], 2011/9, p. 120-135.

[27] L'ensemble de tous ces éléments constitue un résumé de la version officielle disponible dont Wikipedia en chinois offre un exposé assez complet (zh.wikipedia.org/wiki/%E6%9E%97%E6%AF%85%E5%A4%AB). Une autre approche officielle est celle donnée par le FMI : « Une patience à faire cuire une pierre », *Finances & Développement*, 49(3), 2012, p. 4-7. Une version moins officielle suggère que Lin Yifu aurait pu être l'émissaire de Taiwan et rappelle que Chiang Ching-kuo (le fils de Tchang Kaï-chek) et Deng Xiaoping, avaient été – avant d'arriver tous les deux au pouvoir en même temps – étroitement liés alors qu'ils étaient condisciples à Moscou et que le premier aurait présenté au second sa future femme (Zhang Xiyuan).

Son arrivée à la Banque mondiale a été précédée par la publication de deux travaux ; l'un publié en 2007 est un rapport dirigé par Harry Broadman et intitulé *Africa's Silk Road: China and India's New Economic Frontier*[28] ; l'autre publié en février 2008 est une réflexion de David Dollar titrée *Lessons from China for Africa*[29]. Le premier document a une portée programmatique immédiate limitée, il observe en détail l'intensification des relations économiques du continent africain avec la Chine et l'Inde et conclut que des institutions comme la Banque mondiale doivent jouer un rôle proactif afin de soutenir l'Afrique dans son effort pour améliorer ses institutions, sa gouvernance et ses structures économiques afin de mieux affronter la concurrence croissante de la Chine et l'Inde. Le deuxième document franchît un pas en ce sens qu'il pose déjà la Chine en modèle dont il exprime l'esprit avec le mot d'ordre chinois « réforme et ouverture » (*gaige kaifang*) qui impliquerait, d'une part, la réforme de la structure des droits de propriété et une privatisation et, d'autre part, la libéralisation du commerce et l'ouverture à l'investissement étranger. À dire vrai, cette approche reste très convenue (néo-libéralement correcte) au regard de l'analyse *linienne*[30] plus élaborée que nous exposerons plus loin.

Le rapport annuel que la Banque mondiale publie en 2008 sous l'égide de son nouveau directeur, Robert Zoellick[31], affirme d'emblée un intérêt pour l'Afrique qui le distingue du rapport de l'année précédente[32] : *We are giving particular attention to the poorest countries, especially in Africa […] We launched an initiative to link Sovereign Wealth Funds with equity investment in Africa, to help sub-Saharan Africa reach its potential as another pole of growth for the global economy*[33]. Mais surtout ce rapport confie une mission nouvelle à la Chine : *The [World] Bank is working closely with the China Export-Import Bank to bring China's development experience to other developing countries through staff exchanges and joint pilot projects in Africa*[34]. Dans un discours, qu'il tient le 14 avril 2010 au Woodrow Wilson Center for International Scholars, Robert Zoellick confirme la priorité accordée à l'Afrique et le rôle attribué à la Chine, partant vaticine sur la fin du tiers monde[35]. C'est dans ce contexte que Lin Yifu est sollicité et que sa nomination aurait été acceptée par Pékin qui ne l'aurait ni

---

[28] Harry G. Broadman, *Africa's Silk Road: China and India's New Economic Frontier*, Washington, The World Bank, 2007, documents.worldbank.org/curated/en/752831468008112968/pdf/378950Africas0silk0road01PUBLIC1 .pdf. Harry G. Broadman était alors Continent-Wide Finance Advisor on Bank Operation : Africa à la Banque mondiale.

[29] David Dollar, « Lessons from China for Africa », *Policy Research Working Paper,* n°4531, 2008, documents.worldbank.org/curated/en/708811468194660656/pdf/wps4531.pdf. David Dollar était alors World Bank Country Director à Pékin.

[30] Néologisme tiré du nom de famille Lin.

[31] En charge du 1er juillet 2007 au 30 juin 2012.

[32] *The World Bank Annual Report 2008* (par la suite *WBAR* 2008) et *The World Bank Annual Report 2007*, tous deux disponibles à documents.banquemondiale.org/curated/fr/docsearch/document-type/563778.

[33] *WBAR* 2008, p. 2.

[34] *Ibid*., p. .38.

[35] Robert B. Zoellick, « The End of the Third World? Modernizing Multilateralism for a Multipolar World », Woodrow Wilson Center for International Scholars, April 14, 2010, www.worldbank.org/en/news/speech/2010/04/14/end-third-world.

demandée ni même expressément souhaitée contrairement à celle de Zhu Min nommé fin 2009 directeur général adjoint du FMI[36].

L'impatience de Robert Zoellick est évidente ; il déclarait en février 2008 : « *J'ai hâte de travailler avec lui* [Lin Yifu] *sur la croissance et l'investissement en Afrique, les possibilités d'échanges de savoir Sud-Sud et les outils bancaires pour mieux soutenir les pays touchés par les prix élevés de l'énergie et des produits agricoles* » [37] ? Le rapport que Martin Ravallion a remis en janvier 2008 à la Banque mondiale éclaire la mission confiée au nouvel économiste en chef venu d'un pays en développement qui cherche à se créer une zone d'influence en Afrique : « *A number of policy messages worth thinking about in an African context emerge from the literature on how China was so successful in the fight against poverty.* […] *But it must not be forgotten that Africa is 48 countries not one. There is no African central government to transmit policy lessons from one place to another. Here the international community, including China, can play an important role* »[38]. Et, en juin 2008, le premier voyage de Lin Yifu dans ses nouvelles fonctions fut donc pour l'Éthiopie, le Rwanda et l'Afrique du Sud[39].

4. Lin Yifu et la construction d'une critique

Même si Lin Yifu peut vouloir modérer les *a priori* du consensus de Washington, ses positions sont si claires que *The Economist* exprime en ces termes sa personnalité[40] : « *He believes governments go wrong when they defy the law of comparative advantage […] The government's first duty, he argues, is "to remove all possible obstacles for the function of free, open and competitive markets". Spoken like a Chicago man* ». La contribution de Lin Yifu à un ouvrage paru au moment de sa nomination à la Banque mondiale résume on ne peut mieux ses positions quand il analyse les rapports entre efficacité, égalité et croissance[41]. Lin Yifu estime que les politiques de redistribution ne doivent constituer qu'un outil d'appoint pour lutter contre les inégalités, les expériences latino-américaines en auraient montré les méfaits. En revanche, si l'État s'abstenait de toute intervention intempestive, il

---

36 Zhu Min est également né en 1952, mais à Shanghai ; il a obtenu son doctorat à Johns Hopkins ; il est entré à la Banque populaire de Chine en 1996 dont il est, en 2009, l'un des directeurs adjoints. Sa nomination au FMI avait pour but que la Chine participe directement à la nouvelle mission de surveillance des monnaies.

37 Aude Carasco, « Un économiste chinois pour la Banque mondiale. Lin Yifu, économiste en chef de la Banque mondiale », *La Croix*, 7 février 2008, www.la-croix.com/Archives/2008-02-07/Un-economiste-chinois-pour-la-Banque-mondiale.-Lin-Yifu-economiste-en-chef-de-la-Banque-mondiale.-_NP_-2008-02-07-312370.

38 Martin Ravallion, « Are There Lessons for Africa from China's Success against Poverty? » *Policy Research Working Paper*, n°4463, 2008, p. 22-24, documents.banquemondiale.org/curated/fr/192241468240298370/pdf/wps4463.pdf.

39 Lin Yifu, « Africa means never saying goodbye », *Let's Talk Development* (blog de Lin Yifu à la Banque mondiale), 22 mars 2012, blogs.worldbank.org/developmenttalk/africa-means-never-saying-goodbye.

40 « Lin's long swim: An economist with an unusual past », *The Economist*, 17 January 2008, www.economist.com/research/articlesBySubject/displaystory.cfm?subjectid=526358&story_id=105 34473.

41 Lin Yifu, « Balancing Equity and Efficiency for Sustained Growth » *in* L. Song and W.-T. Woo (eds), *China's Dilemma: Economic Growth, The Environment and Climate Change*, Canberra, ANU E Press and Asia Pacific Press, 2008, p. 90-109.

maximiserait l'efficacité du système ; la croissance économique sera alors maximum et durable de telle sorte que la distribution primaire – assurée par le libre jeu du marché – organiserait d'elle-même la lutte contre la pauvreté par une augmentation généralisée des revenus individuels : « *It is our task to ensure that in the course of development, the income of the poor grows faster than that of the rich, but it should not be accomplished by redistribution* [… mais, concède-t-il] *it is worth emphasising that in certain circumstances, redistribution can be helpful* »[42].

En dépit de ses positions néo-libérales très affirmées, son observation des réformes chinoises le conduit à les nuancer et à critiquer le consensus de Washington (*Huashengdun gongshi*) dans des documents publiés par la Banque mondiale. De ce point de vue, la première manifestation officielle de cette critique est sans doute celle apparue dans *The World Bank Research Observer* en 2011 qui définit une nouvelle approche que l'auteur qualifie de « néo-structuraliste »[43]. C'est en fait l'expression aboutie d'une réflexion longuement mûrie qui a été l'objet de multiples présentations dont la première aurait eu lieu le 2 juin 2009 (un an après son arrivée) lors du quatrième séminaire des économistes senior organisé par la Banque mondiale. Entre juin 2009 et janvier 2010, Lin Yifu teste par neuf fois sa théorie à travers le monde (Mexico, Pékin, Londres, Le Caire, Tokyo, Paris, Séoul, Helsinki et Stockholm) avant de soumettre un premier texte pour une publication en chinois à la revue *Jingjixue* [Science économique] qui le publie dans sa livraison d'octobre 2010 sous le même titre que celui qui sera adopté en anglais un an plus tard[44]. C'est aussi ce titre que conservera un ouvrage de près de 400 pages publié en 2012 qui reprend le texte de 2011 accompagné des commentaires et des analyses d'auteurs comme Anne Krueger, Dani Rodrik ou Joseph E. Stiglitz[45]. De ce moment à juillet 2017, ce sont vingt articles en chinois que Lin Yifu signe pour diffuser sa vision[46].

---

42 *Ibid*. p. 93-94.

43 Lin Yifu, « New Structural Economics: A Framework for Rethinking Development », *The World Bank Research Observer*, 26(2), 2011, p. 193–221, openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/13508/wbro_26_2_193.pdf?sequence=1.
Je traduirai le chinois *xin jiegou jingjixue* et l'anglais *New Structural Economics* par *nouvelle économie structurale* et par extension je parlerai de *néo-structuralisme* ou de réflexion *néo-structuraliste*. La langue française distingue ce qui est le fait de la structure (structurel) de ce qui a pour objet la structure (structural) là où les langues chinoise et anglaise restent plus vagues.

44 Lin Yifu, « Xin jiegou jingjixue – zhonggou fazhan jingjixue de kuangjia » [Nouvelle économie structurale : cadre pour la refonte d'une économie du développement], *Jingjixue* [Science économique], 10(1), 2010, p. 1-32.

45 Lin Yifu, *New Structural Economics: A Framework for Rethinking Development*, Washington, The World Bank, 2012, siteresources.worldbank.org/DEC/Resources/84797-1104785060319/598886-1104951889260/NSE-Book.pdf.

46 Le dernier en date au moment est écrit cette note : Lin Yifu, « Xin jiegou jingji xue de lilun jichu he fazhan fangxiang » [Fondements théoriques de la nouvelle économie structurale et orientation du développement »], Jingji pinglun [Revue économique], n° 205, 2017(3), p. 4-16.

5. LIN YIFU ET LES PRÉ-CONDITIONS DE L'ÉMERGENCE

La réflexion « néo-structuraliste » pour l'émergence de Lin Yifu s'organise autour de deux idées maîtresses :

- Un marché qui fonctionne bien : l'expression employée en anglais est celle de *well-functionning market* qui traduit celle utilisée dans les textes chinois, *youxiao shichang*. Cette dernière sert le plus souvent à traduire littéralement des formulations classiques comme *efficient market* ou *effective market*. Lin Yifu a une connaissance si certaine de la langue anglaise et de la science économique qu'il peut « read Milton Friedman in the original » pour détourner Paul Krugman[47]). Aussi, son jeu sur les mots n'est sans doute là que pour mieux faire passer un message sans renier son substrat néo-classique.
- Un gouvernement proactif : l'expression employée en anglais est celle de *proactive state* qui traduit celle utilisée dans les textes chinois, *youwei zhengfu*. Ces traductions méritent une explication. Nous retenons le terme de gouvernement, car il correspond exactement au terme chinois *zhengfu* ; de surcroît il évite l'ambiguïté hégélienne dénoncée par Hayek que retient le terme anglais de *state*[48]. Ensuite, nous adoptons le néologisme « proactif » par commodité pour signifier qu'il s'agit non pas d'un gouvernement qui réagit, mais d'un gouvernement qui anticipe et provoque les changements souhaités.

Consultons à nouveau la base de données bibliographiques du CNKI. Ce n'est qu'à partir de 2013 que les deux expressions apparaissent ensemble dans un même article et que le CNKI dénombre – à la mi-juillet 2017 – 78 articles dont sept ont pour auteur Lin Yifu – à commencer par les quatre premiers[49]. L'usage couplé pour l'analyse est donc bien dû à la démarche *linienne*. Recensé seul, le concept de marché « qui fonctionne bien », « efficace » ou « efficient » permet de colliger 3 520 articles dont le premier remonte à 1983. Tous ces articles offrent une analyse économique, voire plus rarement théorique. Quant au concept de « gouvernement proactif », s'il apparaît beaucoup plus tôt (dès 1959), il n'est un propos

---

[47] Paul Krugman, « Want Growth? Speak English THAT CERTAIN JE NE SAIS QUOI OF LES ANGLOPHONES » majuscules dans le titre], *Fortune*, 139(8), April 26, 1999, p. 57, archive.fortune.com/magazines/fortune/fortune_archive/1999/04/ 26/258755/index.htm.

[48] « It is largely under the influence of continental and particularly Hegelian thought that in the course of the last hundred years the practice of speaking of the 'state' (preferably with a capital 'S'), where 'government' is more appropriate and precise, has come to be widely adopted. That which acts, or pursues a policy, is however always the organization of government; and it does not make for clarity to drag in the term 'state' where 'government' is quite sufficient », voir Friedrich Hayek, *Law, Legislation and Liberty: A New Statement of the Liberal Principles of Justice and Political Economy*, Abingdon, Routledge, 1973, (édition consultée, 2013), p. 46.

[49] La page de recherche permet de sélectionner des articles par mots-clés, par sujet et par la seule présence de mots dans le texte. Nous avons retenu la seconde option plus pertinente que la première (Lin Yifu n'utilise pas ces expressions comme mots-clés) et surtout que la troisième qui collige des références peu pertinentes car trop éloignées de la problématique retenue ici.

que dans 210 études. Si donc Lin Yifu a jugé bon de retenir cette formulation, il convient de mieux l'analyser et évoquer deux débats :

- Un débat théorique : Il existe depuis 2014 un vif débat entre Lin Yifu et Zhang Weiying[50] sur l'intervention de l'État dans l'économie (en chinois : de l'intervention du gouvernement dans l'économie, *zhengfu jieru jingji*) qui a rebondi en septembre 2016 avec une discussion relative à l'« État développeur », *fazhanxing guojia*[51] et à la politique industrielle[52]. La position néo-structuraliste *linienne* est fondamentalement claire : à chaque stade de développement, le gouvernement doit se rallier aux secteurs ayant des avantages comparatifs (*zunxun bijiao youshi*) indéniables et non défier ces avantages comparatifs (*weibei bijao youshi*)[53]. Pour Lin Yifu, il n'est nullement question que le gouvernement puisse se muer en « développeur » – d'ailleurs il n'emploie jamais l'expression « État développeur » (ni en chinois, ni en anglais) ni ne fait directement référence à cette théorie). En revanche, il évoque des missions en nombre et en étendue très limités pour le gouvernement[54] que souligne, pour les Chinois, le qualificatif *youwei* qu'il adopte.
- Un débat philosophique : le choix des caractères chinois *youwei* que Lin Yifu traduit par *proactive* n'est pas innocent, car il fait référence à une réflexion taoïste traditionnelle sur le comportement du bon souverain. Cette dernière phrase exige deux remarques. D'abord il convient de rappeler que Lin Yifu est né à Taiwan où il n'a jamais été coupé de la culture chinoise et où ce genre de référence serait naturel de la part d'une personne de son âge même si elle avait été peu éduquée. Ensuite, cette remarque

---

[50] Co-fondateur en 1994 avec Lin Yifu du China Center for Economic Research (CCER) de l'Université de Pékin, il a été doyen de l'École Guanghua de gestion avant d'en être démis pour ses opinions extrêmes ; il enseigne aujourd'hui à la National School of Development (de l'Université de Pékin) dont Lin Yifu est le doyen d'honneur. En 2012, Charles Rowley, maintenant décédé, l'avait comparé dans son blog à Hayek pour l'intransigeance de ses opinions (« Friedrich von Hayek is alive and well and now lives in Beijing ») ; cette page a été archivée à archive.is/TKzE.

[51] Il est intéressant d'un point de vue sémantique de voir le basculement « hégélien » du gouvernement à l'État puisque la traduction de l'anglais *Developmental State* vers le chinois ne retient pas l'expression *zhengfu* (gouvernement), mais *guojia* (État).

[52] Voir *inter alia* Geng Shu, « "Fazhanxing guojia" moshi yu Zhongguo fazhan jingyan zhi bian » [Le débat sur le modèle de 'l'État développeur' et l'expérience chinoise de développement], *Pengpai xinwen* [Nouvelles déferlantes / The Paper], 16 février 2017, www.thepaper.cn/newsDetail_forward_1619814 ; Han Shengjiang, « Lin Yifu, Zhang Weiying chanye zhengce zhi zheng zhong, ni bixu zhidao de 7 ge guanjian ci » [Le débat entre Lin Yifu et Zhang Weiying sur la politique industrielle : les sept mots-clés à connaître], *Pengpai xinwen* [Nouvelles déferlantes / The Paper], 2 novembre 2016, www.thepaper.cn/newsDetail_forward_1553868 ; Su Di, « Lin Yifu: Chanye zhengce yu woguo de jingji fazhan – xin jiegou jingji xue de shijiao » [Lin Yifu : la politique industrielle et le développement économique chinois – un point de vue néo-structuraliste], *Guanchazhe* [L'observateur], 14 septembre 2016, www.guancha.cn/LinYiFu/2016_09_14_374342.shtml.

[53] Voir Lin Yifu, « Xin jiegou jingjixue… » *op. cit.*, p. 17-19. En anglais, il emploie les expressions comparative-advantage-following et comparative-advantage-defying (Lin Yifu, *New Structural Economics…, op. cit.* p. xi, 12, 18…).

[54] Voir *inter alia* Lin Yifu, *Fanrong de qiusuo: Fazhan zhong jingji ruhe jueqi* [En quête de la prospérité : comment les pays en développement peuvent-ils décoller ?], Beijing, Beijing daxue chubanshe, 2012, p. 130.

n'est pas une coquetterie de sinologue puisque le site du parti communiste chinois propose des réflexions sur ce thème[55]. Selon la *doxa* taoïste, un bon souverain de même qu'un bon gouvernement doivent pratiquer le « non-agir », *wuwei*, qui n'est pas la simple inaction, *buwei* ; ils doivent ne rien faire qui ne soit contraire à l'ordre naturel des choses ou bien faire que tout se conforme à cet ordre naturel, *youwei* – proactif. Et l'écrivain Chen Shanzeng d'expliciter que selon la pensée du philosophe taoïste Zhuangzi, le gouvernement peut décider de baisser les impôts pour favoriser la consommation et s'en remettre à la « main invisible » (*wuxing de shou*) du marché pour sa détermination (type de produits, origine des produits…)[56]. En d'autres termes, un gouvernement proactif est celui dont la « main visible » (*kan dejian de shou*) permettrait au marché de s'exprimer sans restriction par sa « main invisible » (*kan bujian de shou*)[57].

C'est parce que le gouvernement *linien* « [does] not have a predetermined, grand blueprint »[58], que le marché pourra bien fonctionner et agir comme « a precondition for developing an economy's industries according to its comparative advantages because only with such a market can relative prices reflect the relative scarcities of factors of production in the economy. Such a well-functioning market *naturally* [c'est nous qui soulignons] propels firms to enter industries consistent with the country's comparative advantages »[59]. Dès lors la leçon pour que l'Afrique puisse émerger lui semble claire.

6. Lin Yifu et l'émergence de l'Afrique

Le site du CNKI recense douze articles de Lin Yifu traitant de l'Afrique dont cinq ont un titre signifiant spécifiquement que le développement de ce continent est l'objet de l'étude[60].

---

55 Par exemple Lu Zhongren, « 'You wei' yu 'wuwei' » ['Agir' et 'non-agir'], *Guangming ribao* [Quotidien Clarté], 2 juin 2009, theory.people.com.cn/BIG5/49157/49164/9398306.html.

56 Chen Shanzeng, *Huan wu zhuangzi: "Xiaoyao you""qi wu lun" xin jie* [Mon Zhuangzi : nouvelle lecture des chapitres "Vagabondages en toute liberté" et "Discours sur l'interdépendance des choses"], Shanghai, Shanghai huawen chuangyi, 2015, p. 151-152.

57 Lin Yifu, « Zhaoban xifang zhuliu jingji lilun shi xing butong de » [Copier brutalement les théories du courant dominant occidental ne marche pas], *Xuexi yuekan* [Études], n°167, 2017/1, p.2.

58 Lin Yifu, Economic Development and Transition: Thought, Strategy, and Viability, New York: Cambridge University Press, 2009, p. 91.

59 Lin Yifu, « Demystifying the Chinese Economy », *The Australian Economic Review*, 46(3), 2013, p. 265. Rappelons ce qu'écrivait Samir Amin : « L'expérience historique des pays capitalistes développés n'enseigne-t-elle pas que l'industrialisation et la mise en place d'une économie nationale ont toujours été réalisées en niant la division internationale du travail, c'est-à-dire en cessant de s'y inscrire passivement conformément aux 'avantages comparatifs' du moment ? C'est d'ailleurs pourquoi la construction d'une économie nationale a toujours impliqué une politique d'État. L'État-nation de la bourgeoisie au XIXe siècle, de la France républicaine à l'Allemagne et au Japon impériaux, a été l'instrument indispensable de cette construction. Et si celle-ci n'a pas été réalisée dans l'autarcie, il n'en demeure pas moins que les relations extérieures ont été soumises aux exigences de la construction interne » (Samir Amin, « Le nouvel ordre économique international, quel avenir ? », *Revue Tiers Monde*, t. 21, n° 81, 1980, p. 51).

60 « Zhongguo de jueqi he feizhou de jiegou zhuanxing: Sixiang yu jiyu » [L'essor de la Chine et la transformation structurelle de l'Afrique : idées et opportunités] ; *Jingji ziliao yi cong* [Collection de

Cinq références sont également disponibles en langue anglaise, mais on notera qu'à l'exception d'une seule toutes sont le fruit d'une réflexion collective[61]. Toutes ces publications – quelle que soit leur langue d'écriture – ont été publiées entre 2013 et 2015 et exposent le même point de vue en suivant le même argumentaire et la même structuration. Elles commencent toutes en constatant le « miracle chinois » pour reprendre le titre d'un ouvrage de Lin Yifu[62], puis mettent en avant les causes d'un échec antérieur : une mauvaise distribution des ressources et une priorité aux industries à forte intensité capitalistique « défiant les avantages comparatifs » résultant d'une dotation en facteurs propres à une économie agricole à bas revenus. En revanche, la Chine aurait bénéficié d'une arriération qui fait que les pays tardivement candidats au développement cueilleraient les fruits de leurs prédécesseurs sans avoir à en supporter le coût. La solution adoptée par la Chine dans ce contexte a été de se réformer progressivement en adoptant une forme de dualisme économique où un premier secteur se transforme lentement tandis qu'un second secteur adopte les deux conditions de l'émergence – celle du marché fonctionnel et celle du gouvernement proactif. Ce second secteur est plus spécifiquement illustré par les zones économiques spéciales destinées à recueillir les investissements directs venus de l'étranger. Ce schéma pourrait être transposé en Afrique où le faible coût de la main-d'œuvre surcompenserait sa faible productivité, partant cette conjoncture lui permettrait d'accueillir les industries chinoises à forte intensité de main-d'œuvre à l'heure actuelle pénalisées par une forte hausse des coûts de leur main-

Panneau annonçant le Parc industriel d'Orient

© Thierry Pairault 2012

traductions économiques], 2014(3), p. 1-8 ; « Zhongguo qiye weisheme yao zouxiang Feizhou? » [Pourquoi les entreprises chinoises vont-elles en Afrique ?], *Zhonggou touzi* [Investissements chinois], 2014(7), p. 36-43 ; « Feizhou guojia shi jianyan Zhongguo jingyan de zui hao difang » [Les pays africains sont le meilleur endroit où tester l'expérience chinoise], *Caijing jie* [Finances], 2015(2), p. 33-35 ; « Zhongguo weilai fazhan ji Zhongguo—Aisai'ebiya channeng hezuo » [Le développement futur de la Chine et la coopération productive Chine-Éthiopie], *Kaifa xing jinrong yanjiu* [Recherches sur la finance orientée développement], 2015(4), p. 5-6 ; « Zhongguo fangzhi "zou chuqu" Feizhou youwang cheng xuanze » [Le secteur textile chinois 'sort du territoire', un choix plein d'espoir pour l'Afrique], *Fangzhi fuzhuang zhoukan* [Textile et habillement], 2015(13), p. 7.

61 Avec Ann E. Harrison et L. Colin Xu, « Explaining Africa's (Dis)Advantage », *NBER Working Paper*, n° 18683, 2013 ; avec Joseph Stiglitz, Célestin Monga et Ebrahim Patel, « Industrial Policy in the African Context », *World Bank Policy Research Working Paper* n°6633, 2013; avec Yan Wang, « China-Africa co-operation in structural transformation: Ideas, opportunities, and finances », *WIDER Working Paper*, n°46, 2014; avec Khuong Minh Vu, « The practice of industrial policy. Lessons for Africa: Co-ordination through an Asian lens », *WIDER Working Paper*, n°156, 2014 ; « China's Rise and Structural Transformation in Africa: Ideas and Opportunities », *in* Célestin Monga and Justin Yifu Lin (ed.), *The Oxford Handbook of Africa and Economics: Volume 2: Policies and Practices*, Oxford, OUP, 2015, p. 815-827.

62 Justin Yifu Lin, Fang Cai, and Zhou Li, *The China Miracle: Development Strategy and Economic Reform*, Hong Kong, Chinese University Press, 1996; la version chinoise (*Zhongguo de qiji: Fazhan zhanlüe yu jingji*) a été publiée en 1955 par la même maison d'édition.

d'œuvre chez elles. L'exemple emblématique d'une telle transposition serait donné par le Parc industriel d'Orient, *Donfang gongye yuan*, en Éthiopie.

Pour comprendre de quoi il s'agit il faut revenir à la stratégie chinoise qui est à l'origine de ce parc. Contrairement à ce qui est annoncé, il ne s'agit pas d'une zone économique spéciale traditionnelle du type de celles ayant assuré le « miracle chinois », mais d'une variété nouvelle conçue par le ministère du Commerce (par la suite MOFCOM[63]) qui lança en 2006 le projet d'instaurer cinquante zones de coopération économique et commerciale à l'étranger (ZCECE) – *jingwai jingmao hezuo qu* – dont seules vingt, en 2017, ont effectivement vu le jour[64]. Ces ZCECE sont un avatar très particulier des zones économiques spéciales (ZES) en ce sens que leur logique est inversée. Dans les deux cas, il s'agit de procurer des avantages fiscaux et autres à des investisseurs qui sinon s'abstiendraient. Mais si une ZES, au sens le plus classique, est une enclave organisée par le pays hôte sur son propre territoire pour attirer des investisseurs étrangers, il n'en est pas de même d'une ZCECE. Cette dernière est une enclave organisée par une entreprise étrangère (en l'occurrence chinoise) désignée par un pays étranger (en l'occurrence la Chine) pour organiser sur le territoire d'un pays tiers une enclave soumise de fait au droit du pays étranger (en l'occurrence la Chine).

Selon le MOFCOM, « une zone de coopération économique et commerciale résulte de l'investissement par une holding à capitaux chinois enregistrée en Chine (exclusion faite de Hong Kong, Macao et Taiwan) qui, par le truchement d'une holding à capitaux chinois dans le pays d'accueil, aménage un parc industriel disposant d'infrastructures complètes, d'une spécialisation industrielle claire de services publics fonctionnels et adéquats, et de capacités d'intégration et de diffusion »[65]. L'idée est donc de déléguer à une entreprise chinoise le soin de créer et de gérer une plate-forme à l'étranger permettant d'organiser la sortie (*zouchuqu*) du territoire d'entreprises à capitaux privés de petite taille (relativement aux grandes entreprises publiques) et ainsi de les transplanter dans un univers étranger, mais protégé – *sinisé* –, car, à défaut, elles ne se risqueraient pas hors de Chine. Le gouvernement chinois accorde des aides publiques de deux cents à trois cents millions de yuans par entreprise (de trente à quarante millions d'euros) et des prêts à long terme d'au plus deux milliards de yuans par entreprise (environ trois cents millions d'euros). Fin 2017, le MOFCOM comptait donc vingt ZCECE dûment homologuées, mais qui ne représentaient qu'une partie des projets en cours[66].

---

[63] C'est-à-dire l'acronyme anglophone usuel pour Ministry of Commerce.

[64] Ce que nous rapportons ici de l'histoire des ZCEC, sauf indication contraire, est repris d'une étude que nous avons écrite en collaboration avec Khadidja Benbraham (« L'Algérie et la question des ZES 'à la chinoise' », *in* A. Adel, Th. Pairault et F. Talahite, *La Chine en Algérie : Approches socio-économiques*, Paris, ESKA, p. 97-100).

[65] Par deux fois, le texte parle d'une « entreprise faîtière à capitaux chinois ayant la personnalité morale » ce que nous traduisons par « holding à capitaux chinois » (MOFCOM, *Yewu jianjie* [Brève présentation de l'activité] fec.mofcom.gov.cn/article/jwjmhzq/article02.shtml).

[66] Sur le site du MOFCOM, consulter fec.mofcom.gov.cn/article/jwjmhzq/article01.shtml .

Arrêtons-nous une seconde pour relire Samir Amin : « Cette stratégie a un nom – et ce n'est pas un hasard – le 'redéploiement ». Activement soutenue par la Banque mondiale […], elle fait passer pour un 'nouvel ordre' la multiplication de nouvelles enclaves – les 'zones franches'. Évidemment cette stratégie réduit au minimum le rôle de l'État local, consigné dans les fonctions d'une administration chargée simplement de la police de la force de travail exploitée »[67].

7. Lin Yifu et le nid du phénix

Lin Yifu appelle la pratique des ZCECE « construire un nid pour accueillir le phénix » (*zhu chao yin feng*)[68]. Même si cette catachrèse quadrisyllabique n'a été forgée que récemment[69], elle est significativement puissante, car « [e]n Chine, le prodige de l'apparition du *fenghuang* [phénix] a fondamentalement une signification politique, si l'on prend le mot politique au sens large de l'intervention des hommes dans l'aménagement du monde »[70] ; il suffirait qu'un sage accédât au gouvernement des hommes pour que l'ordre *naturel* [c'est nous qui soulignons] incarné par le phénix s'installe. Le phénix ici, c'est la Chine qui, en l'occurrence, loin d'exporter son modèle, en invente un autre pour son usage dans les pays en développement ; il s'agit véritablement d'un abâtardissement du « modèle chinois ».

Comme nous l'avons déjà suggéré, les ZES en Chine étaient des zones conçues et gérées par la Chine dans lesquelles elle invitait des entreprises étrangères – choisies en fonction des hautes technologies à leur disposition – qui produisaient pour l'exportation et le marché national en employant de la main-d'œuvre chinoise et des sous-traitants chinois. C'est précisément parce que l'Algérie ne pouvait obtenir de la Chine la duplication de ce modèle véritablement chinois, que le projet dit de la zone de Jiangling a échoué[71]. L'attitude du gouvernement algérien contraste donc avec celui du gouvernement éthiopien, car le Parc industriel d'Orient héberge des industries chinoises de main-d'œuvre ne pouvant générer à terme ni la même inclusion de l'Éthiopie dans l'économie mondiale, ni le même rattrapage technologique, ni la montée dans les chaînes de valeur, mais juste une place derrière la Chine dans la division internationale du travail.

---

67 Samir Amin, « Le nouvel… », *op. cit.*, p. 43.

68 Propos de Lin Yifu recueillis en Pologne par Chen Xi lors d'un séjour fin janvier 2017, « Xin jiegou jingji xue zai fazhan zhong guojia de yunyong yu shijian » [La nouvelle économie structurale à l'épreuve des pays en développement], *Jingji daokan* [Le Moniteur de l'économie], 2017/3, p. 34.

69 Aucun des dictionnaires que nous avons pu consulter ne nous permet d'en deviner l'origine historique. Tu Bingdao dans une chronique de la revue *Yuyan jianshe* [Construction des langues] (1992/10, p. 26) en relève l'usage au début des années 1990.

70 Jean-Pierre Diény, « Le fenghuang et le phénix », *Cahiers d'Extrême-Asie*, 5(1), 1989, p. 10 ; www.persee.fr/doc/asie_0766-1177_1989_num_5_1_941.

71 Khadidja Benbraham et Thierry Pairault, *op. cit.*, p. 95-97.

Tableau 1. – L'investissement direct en Éthiopie

IDE reçu par l'Éthiopie	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
en provenance du monde												
en millions de dollars (CNUCED)	465	545	265	545	222	109	221	288	627	279	1 281	2 132
en % de la formation brute de capital fixe (CNUCED)	8,4%	7,8%	8,0%	6,8%	6,2%	6,0%	4,2%	4,3%	3,7%	3,2%	2,9%	2,8%
en provenance de Chine												
en millions de dollars (MOFCOM)	1	0	5	24	13	10	74	59	72	122	102	120
en % de la formation brute de capital fixe (calculs)	0,0%	0,0%	0,1%	0,3%	0,4%	0,5%	1,4%	0,9%	0,4%	1,4%	0,2%	0,2%
en % de l'IDE reçu du monde (calculs)	0,2%	0,1%	1,9%	4,4%	6,0%	8,9%	33,5%	20,3%	11,5%	43,6%	8,0%	5,6%

Sources : Base de données en ligne de la CNUCED (unctadstat.unctad.org) et bulletins statistiques annuels du MOFCOM (fec.mofcom.gov.cn/article/tjsj/tjgb/).

Nous ne dirons pas néanmoins que la Chine ne serait qu'un coucou déguisé en phénix, car il est certain que l'activité que crée la présence chinoise dans ces ZCECE contribue peu ou prou à la croissance du PIB, à la création d'emplois[72], à la distribution de revenus, partant participe à sa mesure à l'industrialisation et au développement économique du pays hôte. Les données disponibles avèrent que l'investissement chinois a pu jouer un rôle non négligeable en Éthiopie (tableau 1). Certes, en 2014, le montant de l'investissement chinois dans ce pays représente 0,1% du total de l'investissement chinois dans le monde et 0,01% du montant total de l'investissement direct étranger (IDE) dans le monde. Certes, si le montant de l'IDE total reçu par l'Éthiopie est, en 2014, quatre fois et demie supérieur à son niveau en 2003, la part dans la formation brute de capital fixe a décru continûment au cours de cette période ; il n'est pas certain que l'on puisse interpréter cette évolution comme la marque d'une capacité d'autofinancement suffisant au pays, mais bien plutôt comme celle d'un attrait limité pour les investisseurs étrangers. Au cours des années 2009-2012, la Chine s'est particulièrement distinguée en ce sens que le montant de l'investissement chinois a pu s'élever jusqu'à 43,6% de l'IDE total reçu par l'Éthiopie. En d'autres termes, malgré la faiblesse des IDE (chinois ou non), ces investissements marquent une présence chinoise active dont on ne peut nier l'influence tant politique (*soft power*) qu'économique. Ainsi, le fabricant de chaussures Huajian qui s'est installé dans le Parc industriel d'Orient en 2011, peut effectivement se vanter d'avoir aidé à l'essor des exportations de chaussures, sauf à destination de l'Europe dont le marché s'est effondré (tableau 2).

Tableau 2. – Exportations de chaussures [code CTCI 851]

en millions de dollars	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Asie	0	1	2	5	13	46
Amérique du Nord	1	9	23	24	24	37
Afrique	1	0	4	6	6	8
Union européenne	8	5	1	2	2	1

Sources : Base de données en ligne de la CNUCED (unctadstat.unctad.org).

[72] Le fabricant de chaussures Huajian revendique d'avoir créé en Éthiopie 1 500 emplois pour des Éthiopiens et 300 pour des Chinois, voir sur le site du Parc industriel d'Orient à www.e-eiz.com/enter_view.asp?id=12.

Au-delà de l'allégorie aviaire de Lin Yifu[73] – et de son éventuel cynisme – quant à l'application du « modèle chinois », il convient de noter que deux facteurs du « miracle chinois » ont été ignorés. C'est d'abord l'échelle même du marché chinois qui garantissait la rentabilité des investissements étrangers avant même toute exportation, en particulier quand ces investissements « défiaient » les avantages comparatifs de la Chine (comme dans le cas du secteur automobile de surcroît très largement – directement ou indirectement – subventionné). C'est ensuite le contexte de la mondialisation des années 1990-2000 qui était très sensiblement différent de l'actuel (moindre concurrence des pays en développement entre eux… sans compter le renversement de la conjoncture depuis la crise de 2008). Rien ne montre que le modèle chinois puisse être transposé aux pays africains en en garantissant le succès.

8. De l'émergence à la gouvernance et aux nouvelles routes de la soie

La transposition semble largement souhaitée par la population africaine si nous en jugeons par les résultats de l'enquête menée et publiée en octobre 2016 par Afrobaromètre[74]. Les responsables africains n'échappent pas non plus à cet engouement que ce soit Jacob Zuma[75], Adama Toungara[76], Charles Kayonga[77], Abdoulaye Fall[78]… Que le modèle de développement soit transposé du Nord (le modèle « occidental ») ou du Sud (en l'occurrence le modèle chinois), rien ne certifie que cette transposition puisse réussir puisque le développement n'est pas une performance livrée clés en main, mais un « construit social *in situ* » pour reprendre une expression de Hassan Zaoual[79]. De ce point de vue, nous observerons que la démarche de Lin Yifu est ouverte, même si elle n'est pas dépourvue d'une grande ambiguïté.

---

[73] Notons toutefois qu'il n'est pas le seul. Le bureau pékinois du PNUD a publié un rapport en chinois en 2015 sur la question des zones économiques spéciales en Afrique (sans s'appesantir sur les spécifiés des ZCECE) et l'a sous-titré « L'Afrique construit des nids, arrivera-t-elle à attirer le phénix ? », ce qui ne peut être compris que comme attirer les entreprises chinoises par le public auquel était destiné ce rapport. En anglais ce titre a été euphémisé en « If Africa builds nests, will the birds come? ». Quand on prend ses métaphores dans la mythologie d'une société pour s'adresser aux gens de cette société, on doit en assumer les implications mêmes induites. Un phénix n'est pas un simple oiseau, à telle enseigne que le phénix occidental se dit en chinois *feinikesi* alors que phénix chinois se dit *feng*, *fenghuang*. Pour lire les rapports, en chinois : www.cn.undp.org /content/china/zh/home/library/south-south-cooperation/if-africa-builds-nests--will-the-birds-come-.html ; en anglais : www.cn.undp.org/content/china/en/home/library/south-south-cooperation /if-africa-builds-nes ts--will-the-birds-come-.html.

[74] Mogopodi Lekorwe *et al.*, « La présence accrue de la Chine en Afrique attire des appréciations largement positives », *Dépêches*, n° 122, 2016, afrobarometer.org/fr/publications/ad122-la-presence-accrue-de-la-chine-en-afrique-attire-des-appreciations-largement. Si les résultats sont intéressants la méthodologie semble toutefois discutable, voir pairault.fr/sinaf/index.php/15-references/926.

[75] Président d'Afrique du Sud, le 27 avril 2017 (www.chinadaily.com.cn/world/2017-04/27/content_29109993.htm).

[76] Ministre ivoirien du Pétrole et de l'Énergie, Adama Toungara, le 3 octobre 2016 (www.africardv.com/economie/la-cote-divoire-veut-imiter-la-chine-pour-2020/).

[77] Ambassadeur du Rwanda à Pékin, le 3 mai 2017 (www.focac.org/eng/zxxx/t1458133.htm).

[78] Ambassadeur du Sénégal à Pékin, le 12 septembre 2015 (french.peopledaily.com.cn/Afrique/n/2015/1209/c96852-8987949-2.html).

[79] Hassan Zaoual, « Développement, organisations et territoire : une approche Sud-Nord », *Innovations*, 2006/2, n° 24, p. 17.

D'un côté, il énonce les principes économiques qui théoriseraient l'émergence de la Chine dont il illustre les succès du modèle par des expériences « situées » et donc n'excluant aucunement la survenue de réussites ayant les mêmes prémisses théoriques, mais « situées » dans d'autres pays en développement. D'un autre côté, les principes qu'il énonce trouvent leur fondement dans les théories économiques néo-classiques, partant sa théorisation du modèle chinois ne conduit nullement à « s'émanciper du paradigme économique dominant, en somme, de l'uniformisation »[80] des modèles de développement, dès lors il était indispensable que l'approche des théoriciens chinois évolue.

Zhang Yongpeng montre clairement comment des relations économiques florissantes entre la Chine et l'Afrique – même si elles sont aujourd'hui très déséquilibrées[81] – ont procuré à chacun des acteurs du partenariat sino-africain un poids politique insoupçonné ; c'est ainsi que la Chine est insensiblement passée d'un discours sur la voie et les moyens du développement économique et de l'émergence à un discours sur la voie du développement politique et de la gouvernance internationale[82]. Et Luo Jianbo de préciser[83] :

> *En vérité, les succès du développement économique de la Chine au cours des dernières décennies résultent précisément de la réforme de l'économie de marché et des emprunts à la pensée néo-libérale et au 'consensus de Washington'. […* Or*] le développement économique est une composante importante de la gouvernance (*zhi guo li zheng*) […] Aussi, le rôle particulier du gouvernement et du parti dans le processus de développement chinois, le modèle de gouvernance et l'expertise en gouvernance que résume l'expérience chinoise ont attiré l'attention des pays africains et sont devenus des éléments importants de leur discussion sur le modèle chinois et l'expérience chinoise. […* C'est pourquoi, le*] modèle de développement économique chinois a été, au cours des dernières décennies, étudié comme une expérience de développement rapide et fait l'objet de bilans théoriques ; il est ainsi devenu une composante majeure de la puissance douce de la Chine et une contribution cruciale des valeurs propres de la Chine à la communauté internationale.*

Quant à Liu Hongwu, il clame dans une vision très sino-centrée du monde[84] :

> *La Chine transforme résolument son statut de pays en développement en pays-moteur du développement afro-asiatique. Indubitablement, ce changement revêt une importance significative afin que se construise un environnement international propice au développement à long terme de la Chine par la promotion et l'amélioration de l'image mondiale de la Chine et de son influence. La Chine doit utiliser la coopération stratégique et mutuellement bénéfique*

---

80 *Ibid*., p. 11.

81 Thierry Pairault, *La Chine en Afrique : le poids de relations économiques déséquilibrées*, intervention au 6e Congrès Asie (26-28 juin 2017), halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01542527.

82 Zhang Yongpeng, « Zhong Fei guanxi youli tisheng Feizhou guoji diwei » [Les relations sino-africaines bénéficient au renforcement du statut international de l'Afrique], *Ya Fei zongheng* [L'Asie et l'Afrique en long et en large], 2014/6, p. 103-113.

83 Luo Jianbo, « Feizhou guojia de zhili nanti yu Zhong Fei zhiguo lizheng jingyan jiaoliu » [Les problèmes de gouvernance des pays africains et les échanges d'expériences en matière de gouvernance entre la Chine et l'Afrique], *Xiya Feizhou* [Asie occidentale et Afrique], 2015/3, p. 74-97 ; les éléments assemblés sont repris, dans l'ordre de leur énoncé, des pages 88, 75, 79 et 93.

84 Liu Hongwu, *op. cit.*, p. 230.

avec l'Afrique pour réformer l'environnement extérieur du développement chinois et atténuer l'inquiétude et l'exclusion que suscite dans le monde extérieur la rapidité du développement chinois. [… Elle] doit mettre en avant la dimension morale et novatrice du modèle de gouvernance qu'elle met en œuvre aujourd'hui sur la scène internationale.

Et Lin Yifu de renchérir[85] :

Bref, par intérêt bien raisonné, la Chine ne doit compter que sur elle-même pour conquérir une influence internationale. L'initiative des nouvelles routes de la soie formulée par le président Xi Jinping en fournit une excellente occasion.

Nourrissant ainsi les craintes de Francis Fukuyama[86] :

Mais 'une ceinture, une route' a d'autres ambitions : son but est de développer les capacités industrielles et la demande des consommateurs de pays autres que la Chine. Au lieu d'extraire eux-mêmes les matières premières, les Chinois cherchent à transférer leur industrie lourde à des pays moins développés, de façon à développer leurs ressources financières et à créer une demande pour les produits chinois. […] Si le projet 'une ceinture, une route' répond aux attentes des planificateurs chinois, l'ensemble de l'Eurasie, de l'Indonésie à la Pologne, sera transformé au cours de la prochaine génération. Le modèle chinois prospérera en dehors de la Chine [… et] la forme de gouvernement autoritaire de la Chine acquerra un immense prestige avec des répercussions négatives considérables pour la démocratie dans le monde.

[85] Lin Yifu, « Weisheme 'yidai yilu' shi Zhongguo jingji zuida de shi ? » [Pourquoi les 'nouvelles routes de la soie » sont-elles la chose la plus importante pour l'économie chinoise ?], *Gongye shenji yu kuaiji* [Audit et comptabilité industriels], 2016/1, p. 9. Le texte publié, le 21 janvier 2016 sur le site *Project Syndicate*, a été édulcoré tant dans sa version anglaise que chinoise (www.project-syndicate.org/onpoint/china-maritime-silk-road-economic-belt-by-justin-yifu-lin-2016-01).

[86] Francis Fukuyama, « L'exportation du modèle chinois », *Project Syndicate*, 12 janvier 2016 [traduction de Julia Gallin pour *Project Syndicate*], www.project-syndicate.org/onpoint/china-one-belt-one-road-strategy-by-francis-fukuyama-2016-01/french.